



L'Aiguillon

« Ceux qui ne bougent pas ne sentent pas leurs chaînes. » - Rosa LUXEMBURG

bulletin mensuel d'infos de SUD

Edito : « le syndicalisme que l'on doit combattre, c'est celui de SUD ! »

C'est vrai, nous aimons citer régulièrement des grands penseurs ... Et qui est l'auteur de cette phrase historique ? Question à 100 balles ... François Hollande, en 2007, dans une interview accordée au quotidien Sud-Ouest, alors qu'il était premier secrétaire du PS.

Il faut croire, qu'en 2015, le même, devenu président de la République et le président du Conseil Départemental du Nord sont d'accord, au moins sur le sort qui doit nous être réservé.

Cette union d'opportunité entre ces deux « responsables politiques » se fait surtout contre notre syndicalisme de transformation sociale et sur le fait que SUD, par la radicalité de ses analyses et de ses actions, perturbe leurs projets qui, au final, ne sont pas si éloignés.

Car au bout du compte, qu'on soit d'accord en totalité, en partie, ou pas du tout avec nos positionnements, nous savons (et eux aussi) que nous avons un écho important auprès des salariés et que nos publications sont attendues. Notre force est que nous nous attachons toujours à comprendre et identifier les causes de ce que nous dénonçons et entrouvrons systématiquement des perspectives par des projets alternatifs et/ou des actions.

Il y a aussi la manière dont nous nous exprimons. Il nous est parfois rapporté que le ton que nous employons serait irrespectueux. Irrespectueux ? non ! Nous revendiquons l'irrévérence et l'insolence.

Certains clament qu'ils sont indépendants et autonomes alors qu'ils s'inscrivent dans une loyauté à l'égard de l'employeur et foulent au pied, de fait, leur mandat de représentants des salariés.

Nous, nous assumons nos positionnements « politiques » (et non politiques) car l'agent public est avant tout un citoyen concerné par les missions qu'on lui assigne et dont le sort dépend des politiques publiques mises en place.

Au-delà des positions que nous prenons et du ton que nous employons, ce qui recueille avant tout l'adhésion, ce sont les actions que nous menons depuis plusieurs années au sein de la collectivité. Elles traduisent une volonté de mettre en cohérence l'intérêt

collectif qui seul conditionne le respect des droits de chacun. Alors, lorsque les collègues nous demandent : « Mais finalement, que vous reprochent-ils ? ». Et bien ... **c'est tout cela ... c'est toute l'expression de SUD qui dérange et qu'il faut réduire au silence.**

La suppression de notre boîte mail n'est qu'un moyen parmi d'autre d'y parvenir en maquillant l'intention par l'application d'un règlement qui au passage est totalement infondé et attentatoire à la liberté d'expression et d'information.

Il est donc bien évident que face à ces méthodes totalitaires, le syndicat SUD s'organise et résiste.

Malgré les efforts de l'exécutif départemental et du directeur général des services, nous n'avons pas disparu ! Certes la publication de l'Aiguillon a tardé, mais même s'il est plus compliqué pour nous de communiquer avec l'ensemble des agents, cette entrave est un obstacle que nous contournons.

Ils ne nous feront pas taire ! Nous ne sommes pas seulement légitimes, les agents départementaux ont fait de SUD la deuxième organisation syndicale du Département du Nord, **une organisation de contre-pouvoir qui compte bien continuer à contrepouvoiriser !**



Qui ne sait pas encore que la situation financière du Département est proche de la banqueroute ? Qui ne sait pas encore que la collectivité risque la mise sous tutelle par l'Etat ?

Personne ... on l'imagine ... Tant les efforts déployés par l'exécutif départemental depuis avril sont énormes pour assener toujours le même discours : « nous découvrons chaque jour une situation de plus en plus catastrophique. »

JR LECERF et sa clique tentent de nous faire croire ainsi qu'ils sont des victimes car héritiers d'un bilan financier désastreux légué par une ancienne majorité irresponsable et laxiste.

Ils sont pourtant sur les bancs de l'assemblée départementale depuis des lustres (1988 pour JR LECERF). Si la précédente était irresponsable, que dire alors de la nouvelle majorité ? Complice ? Incompétente ?

Pour se donner une légitimité, ils nous affirment, lors des rencontres effectuées dans le cadre des récents préavis de grève, qu'ils ont reçu le mandat des nordistes « pour que les choses changent ». Dans la mesure où ils ont été élus avant tout par des abstentionnistes, il faut qu'ils nous expliquent quel mandat précis ils croient avoir reçu.

Dans la mesure où ils affirment ne rien n'avoir su de la réalité comptable qu'ils décrivent, comment peuvent-ils dire que les nordistes connaissaient l'ampleur des dégâts et demandaient à y remédier ?

Si leur volonté était de tenir compte du mandat populaire et de l'intérêt du service public rendu aux nordistes, pourquoi ne publient-ils pas la totalité des comptes et ne lancent-ils pas un audit citoyen sur ceux-ci ?

Bein non ! Ils font le choix de confisquer le débat en justifiant leur position sur un argument tout aussi fallacieux que la légitimité par le vote, qui est celui de l'indépendance du cabinet Kopfler et de la Cour Régionale des Comptes qui viendra rendre leur bilan indiscutable puisque, disent-ils, objectif.

canap' du président : la remise des escarres

Dans l'édito de l'Aiguillon 21 de cet été, nous proposons, pour le téléthon du DGS, de récupérer pour vendre le mobilier dit « salon d'apparat » disparu au moment du changement d'exécutif au printemps dernier.

Ce « salon d'apparat » destiné au départ au 3^{ème} étage de l'Hôtel du Conseil Départemental (à la préfecture) n'y a jamais été installé. Il a été, dès sa livraison en octobre 2012, installé dans les bureaux du président au 7^{ème} étage de l'Hôtel des Services (rue G. Delory).

Il a du goût notre ex ! Fallait sûrement se préparer psychologiquement aux cuirs et dorures du ministère !

En provenance directe d'un magasin de design sur la métropole lilloise, canapés en cuir naturel extra de couleur havane de 8.380 €/pièce, fauteuils d'une personne en cuir, bien sûr raccord avec les canap', à 4.586 €/pièce, des poufs pour leurs petits petons en cuir havane à 2532 €/pièce et des luminaires pour une valeur totale de 1864 €... on vous a épargnés les centimes !

Montant total de la facture payée par la collectivité = 48.734,61€ TTC !

Vraiment pas de bol ! Nous sommes tombés malencontreusement sur cette facture au pied d'une poubelle.

Interloqués par le coût et puisque finalement c'est nous agents et contribuables qui l'avons payé, nous avons voulu voir ce salon de nos propres yeux et tester sa qualité, histoire de comparer, voir si nos fesses font une différence avec le IKEA habituel.

Depuis quand la Cour des Comptes serait-elle indépendante et neutre politiquement, alors que son président sur le plan national a été nommé par Sarkozy et que le président de la Cour des Comptes Régionale doit sa carrière lui aussi à des politiques.

En s'appuyant donc sur ces expertises, le patron du Département tente, comme dans toutes les entreprises où des plans sociaux ont vu le jour, de construire une démonstration incontestable et qui s'impose à tous.



Au risque de surprendre, nous sommes d'accord sur un point : **le service public coûte !**

Mais ne le réduire qu'à son coût est un positionnement idéologique qui vise à le détruire : quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage.

L'essence même du courant politique (le libéralisme) auquel le nouvel exécutif appartient est de réduire la dépense publique et donc le service public à sa plus simple expression.

« Si le Département était une entreprise, il y a longtemps qu'il aurait mis la clef sous la porte ». En sortant cette phrase absurde, JR LECERF démontre qu'il méconnaît ou fait le choix d'ignorer les réels enjeux du service public dans notre société. **Le service public départemental n'a pas vocation à dégager des profits.** Oui, le service public a un coût. Car le service public est un investissement dont beaucoup d'économistes ont prouvé qu'il était producteur de valeur ajoutée. Valeur ajoutée non marchande qui **contribue à la cohésion sociale, la solidarité, la qualité de vie de tout citoyen.**

Ce nouvel exécutif départemental a mis la main sur un service public dont il se fout de ses véritables missions. C'est donc la main sur la calculette qu'il va le démanteler petit à petit durant ses 6 prochaines années.

Les agents chargés quotidiennement d'assurer les missions du Département sont les premières cibles. Seule leur mobilisation pourra enrayer cette arme de destruction massive d'emplois publics.

Et là, vian ! **Pas moyen de retrouver la trace de tout ce mobilier ... disparu !**

Comme pour l'ensemble du mobilier départemental (notamment celui mis à disposition des hauts fonctionnaires dans leurs logements ou dans les bureaux moquetés des derniers étages), **aucun inventaire n'est réalisé !!!!**

Autrement dit, pour ce qui concerne, par exemple, ce salon d'apparat, seule la facture (voir sur notre espace intranet) prouve qu'il a bien existé ... et qu'il a donc bien disparu.

Suite à la publication de l'Aiguillon de cet été, la directrice de cabinet, alertée uniquement par une éventuelle mise en cause pour cette disparition, a demandé à nous rencontrer. Elle voulait vérifier, sans doute, si nous bluffions ! Elle n'était pas émue par le montant de la facture ni par cette utilisation de fonds publics. Non, elle cherchait juste à disculper son équipe ! Nous lui avons donc demandé **de retrouver ce mobilier ou de déposer plainte pour vol.** Tentant de clore le débat et d'étouffer rapidement l'affaire, elle nous a déclaré ces derniers jours l'avoir retrouvé ... ce qui est FAUX !

Cherchant à minimiser ce type de faits, JR LECERF nous dit ne pas vouloir s'arrêter à ce qu'il qualifie « d'écume sur l'océan ».

48.734€ en période d'austérité, alors qu'ils veulent toucher aux droits des salariés et des nordistes les plus précaires, correspond au versement du RSA pour une personne durant 8 années ... mais c'est sûrement un détail pour eux !!

Climat social : pour faire fondre mister Freeze, le réchauffement aurait du bon

L'exécutif départemental met en place un plan de réduction drastique des dépenses publiques qui a déjà des conséquences sur les agents et en aura bientôt sur la population nordiste. Il prône la sobriété et annonce, au nom de l'exemplarité, faire des économies dans le train de vie des VP et de l'administration.

Pourtant, le 18 septembre, un comité de directeurs, délocalisé à l'UTPAS de Lille Sud, s'est déroulé en grandes pompes avec traiteur personnalisé et serveurs déguisés en pingouins (mais chut ! les directeurs concernés se sont sans doute privés de quelques chèques déj pour payer la facture !) Si c'était pour faire « peuple » que l'UTPAS de Lille Sud a été choisie, c'est un petit peu raté ! Tout le staff était planqué dans une salle de réunion et avait réquisitionné la cuisine du personnel où le déjeuner de ces messieurs-dames a été servi.



Aucun contact avec le personnel, mêmes les responsables locaux ont été tenus à l'écart (avant il y avait les torchons et les serviettes, maintenant il y a aussi les draps de bain et les washingues).

Ils ont récidivé le 9 octobre à la DT de Tourcoing, où la veille des caisses de Lefte ont été livrées. C'est cet indice qui a permis aux agents de deviner qu'il se tramait quelque chose.

Ils se réunissent en territoire, mais aucune info ne filtre, le personnel sur place est tenu à l'écart et personne ne sait ce qui se passe dans ces réunions à huis-clos ! Alors c'est quoi l'objectif ?

Il y a fort à parier qu'ils se serviront de ces « réunions en territoire » pour vanter leur fine connaissance du terrain et brandir leur soit disant expertise de la réalité de nos conditions de travail !

Dans le même temps, l'exécutif et l'administration instaure un climat particulièrement hostile avec les organisations syndicales et les représentants du personnel.

Les instances paritaires sont vidées de leur contenu et ne se sont réunies que parce que

c'est une obligation légale.

Le DGS est calfeutré dans son 6ème étage et quand il est présent au comité technique il se contente de trôner de manière hautaine sans prononcer un mot.

JR LECERF et JL DETAVERNIER communiquent leurs intentions à la presse et considèrent qu'ils informent de cette manière le personnel.

La manière de déconsidérer les instances représentatives du personnel et leurs élus, illustre le mépris que ce nouvel exécutif affiche à l'égard du personnel départemental.

L'organisation de la haute administration en cercle restreint autour de quelques élus par le biais de CODIR s'apparente à la constitution d'une **petite oligarchie départementale qui, seule, décide du sort des nordistes et des agents du service public.**

Plus que jamais SUD compte renforcer son action et peser pour forcer cette classe dominante et volontairement autiste à entendre.

Nous mettons en garde cet exécutif qui à force de mépriser crée l'humiliation et qui risque, comme d'autres, d'y laisser sa chemise.

PPCR : SUD persiste et ne signe pas ! SUD, comme la CGT et FO a refusé de signer le protocole d'accord « parcours professionnels carrières et rémunérations » (PPCR). Pourquoi ?

- Parce que **c'est la fin de l'avancement d'échelon à minima**
- Parce que **ce sont des carrières rallongées**
- Parce que **ce sont des gains misérables pour la catégorie C**
- Parce que **la mobilité transfonctions publiques est réaffirmée et les bases pour les mobilités forcées actées**
- Parce que **c'est la dernière étape avant la privatisation prédite par Macron.**

Les 3 organisations non signataires représentent 51% des fonctionnaires, mais Valls s'en fout et passe en force. C'est un nouveau déni de démocratie par la négation des élections professionnelles.

Les syndicats signataires trouveront dans « cet accord » des clopinettes et des résidus de miettes et pourront s'en glorifier ! **Mais ce n'est pas parce que le grand soir prolétaire reste pour l'instant hors de portée qu'on doit accepter les matins microscopiques.** SUD n'en est pas là !

Vous trouverez sur notre espace intranet et sur notre site (www.suddepartementnord.org) les explications détaillées de notre refus de signer

« R'SA t'apprendra, feignasse ! »

JR Lecerf, qui dit n'avoir aucun choix et devoir faire des économies sans précédents pour SAUVER le Département, **s'en prend aux plus précaires** et met en place une politique qu'il qualifie lui-même de « musclée » à l'égard des personnes qui perçoivent le RSA.

Il veut remettre 1\3 des allocataires au travail, en postulant que s'ils n'y sont pas alors qu'ils en sont capables, c'est qu'ils fraudent ! Rien de moins ! On savait cet exécutif capable de raisonnements simplistes, mais là on a droit à un festival ! Ces personnes, qui vivent avec moins de 500 euros/mois (montant du RSA pour une personne seule), vont devoir « rendre des comptes », et pour cela une brigade « anti fraude » sera prochainement créée. Constituée de quels agents ? On l'ignore encore. **Les travailleurs sociaux chargés jusqu'ici du soutien à apporter à ces personnes en difficulté seront-ils transformés en contrôleurs du travail et des familles ?**

Cette politique qui consiste à livrer des bouc-émissaires est indécente, scandaleuse et **foule au pied la mission de solidarité des Départements.** Mais rien de surprenant de la part de la majorité politique en place.

Quel objectif choquant que cette mise au travail ! Pour tout ce qu'il sous-entend ! Quel travail d'ailleurs ? JR Lecerf va-t-il créer des emplois dans cette période où tous les jours on annonce des destructions et qu'il s'apprête lui-même à gonfler les chiffres du chômage en supprimant 350 postes \ an au département ? ! Dans le schéma de JR Lecerf, c'est-à-dire pas d'accès au droit sans contrepartie, que deviennent les personnes qui ne rendront pas « *suffisamment de comptes* » à ces yeux ? Quelle sanction pour les référents qui n'atteindront pas les objectifs « *d'employabilité* » fixés ?



Peut être compte t-il **mettre en place ce qu'a fait son collègue et ami maire de Tourcoing : ouverture d'une ligne téléphonique pour inciter les citoyens à la dénonciation des fonctionnaires municipaux !**

Il ne faut pas que Monsieur Lecerf perde de vue que le RSA n'est rien d'autre qu'un revenu conditionnel insuffisant, insuffisant pour simplement vivre.

A SUD, nous militons pour un revenu inconditionnel suffisant parce que, n'en déplaise à JR Lecerf, tout le monde est actif et produit de la valeur !

La mise à l'emploi que certains euphémisent en « *droit à l'emploi* » n'est rien d'autre que l'obligation de travailler, parce qu'on ne va tout de même pas payer les gens à ne rien faire ! Mais qui ne fait rien ? Et qui fait des choses utiles au bien commun ?

Pour Marx « le meilleur moyen de mesurer la richesse d'une société c'est le temps libre ». Nous, **nous défendons et nous luttons pour un projet de société qui se libère de l'emploi !**

Tous les politiques qui prétendent savoir ce qui est bon pour leurs concitoyens et décider de la manière dont on doit vivre seraient bien inspirés de réfléchir à la place et au sens du travail dans notre société plutôt que **d'empiler des dispositifs qui ne règlent rien et agiter des valeurs factices pour entretenir les rapports de domination.**

Soyons donc vigilants et refusons d'abdiquer nos valeurs sur l'autel d'un plein emploi totalement illusoire et mortifère.

Seul le partage du temps de travail et la création d'un revenu suffisant et inconditionnel peut permettre de sortir de la pauvreté qui grandit au rythme du nombre d'allocataires du RSA ?

Le Sudo KU

Qui a eu SUD au c... ?

Le Directeur Général des Sévices, alias « Mister Freeze » qui, alors qu'il pond en début d'été sa fameuse note pour son téléthon de 100 Millions d'euros, accorde, via sa DG Ressources, l'embauche d'un CDD de cadre (puéricultrice) pour remplacer l'équipe de direction de la crèche départementale.

Les 3 cadres de la structure avaient décidé de prendre toutes leurs congés au même moment, durant le mois d'août.

Du jamais vu ! Alors que dans les services bon nombres de congés ou RTT sont refusés pour nécessités de service.

Il est fort à parier que cette souplesse de l'administration à l'égard de ces cadres (probablement méritantes) ne fasse pas jurisprudence ... les absences pour CET n'étant déjà pas remplacés !!

Les (pas tout à fait) vrais entretiens de L'aiguillon

Face aux changements qui s'annoncent dans notre collectivité, nous avons voulu recueillir l'avis d'une actrice principale de ce mauvais film. Madame la Directrice Générale adjointe des ressources nous a accordé, entre deux CODIR, de son précieux temps.

A : Mme la DGA, notre administration change. Bon nombre de vos collègues hauts fonctionnaires ont quitté le Département, certains volontairement, d'autres ont été remerciés. Vous, vous semblez être préservée ... Comment faites-vous ?

CR : (tête penchée, se passant la main dans les cheveux)

Vous le savez comme moi, tout nouvel exécutif a besoin de s'appuyer sur des valeurs sûres. Par ailleurs, en tant qu'agent de la fonction publique, je me dois d'être souple et neutre. C'est ce qui m'a guidé tout au long de mon parcours dans toutes les collectivités que j'ai écumées.

A : Effectivement Madame. Et votre carrière est particulièrement exemplaire ! En peu d'années vous avez grimpé tous les échelons. Vous êtes un modèle de réussite pour tous les salariés et précaires qui voient en vous un exemple à suivre.

CR : Vous faites sûrement référence à mes périodes de CDD et de catégorie C d'il y a à peine 15 ans. J'ai toujours donné de ma personne et les différents patrons des collectivités dans lesquelles j'ai exercé peuvent en témoigner. Vous savez, le mérite s'évalue à cette disponibilité !

A : Nous aussi pouvons témoigner de votre implication, tout au moins auprès de ce nouvel exécutif dont vous adoptez jusqu'à la sémantique. Vos capacités d'adaptation sont remarquables. C'est bien ça votre recette ?

CR : Ma recette est simple (*regard vers l'horizon empli de fierté*), croire en soi, se vouer corps et âme à l'objectif que l'on s'est fixé, pas de sentiment, rester pro !

A : Elle semble efficace votre recette, mais pas simple à appliquer ... surtout lorsqu'on a quelques convictions.

CR : Je sais, ce n'est pas donné à tout le monde (*en soupirant d'un air satisfait*). Mais moi je me suis taillée dans ce domaine, une petite expertise.

A : Madame la DGA, vous constatez comme nous que le climat social est particulièrement tendu aujourd'hui dans notre collectivité. Il est annoncé un recul important dans le droit des agents. Comment vivez-vous ça ?

CR : Moi je ne me sens pas menacée. Les congés, le RTT, les agents en ont beaucoup trop ! C'est indécent ! Vous savez, nous les cadres sup', ne comptons pas nos heures. On ne peut pas tout avoir si la carrière est le seul objectif ! Quant au pouvoir d'achat ? Je suis prête à faire un effort et à payer symboliquement une partie du loyer du logement que le Département met à ma disposition.

A : Et votre devenir dans la collectivité ? Comment l'envisagez-vous ?

CR : Je sais, beaucoup s'attendaient à ce que je saute. C'était très mal me connaître. Il y a du pain sur la planche, des réformes à engager, des économies sur les RH à réaliser. Ils peuvent compter sur moi.

A : Attention quand même à votre chemisier !



Pour rester connecté avec

Sud

➔ Sur notre espace intranet Contact : nos ressources/les organisations syndicales/SUD cliquer sur la petite cloche pour être alerté(e) à chacune de nos publications.

➔ Sur notre nouveau site internet :

www.suddepartementnord.org

➔ Sur notre page Facebook : www.facebook.com/suddepartementnord

➔ Sur Twitter : @sudcg59

